

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 14/006/2011 (Public)

AILRC-FR

24 février 2011

Irak. Appel aux autorités pour qu'elles autorisent des manifestations pacifiques

Amnesty International appelle le gouvernement irakien et les autorités gouvernant la région du Kurdistan dans le nord du pays, à autoriser des manifestations pacifiques et à donner des consignes de modération à leurs forces de sécurité à la veille des manifestations du vendredi 25 février auxquelles ont appelé dans tout le pays des groupes réclamant la fin de la corruption et de meilleurs services publics.

L'organisation lance cet appel suite aux informations qui lui sont parvenues selon lesquelles les forces de sécurité kurdes et irakiennes auraient eu recours à une force excessive lors de manifestations inspirées par les événements d'Égypte et de Tunisie dans plusieurs régions d'Irak, notamment au Kurdistan, où il y aurait eu au moins six morts. À Bagdad, un militant qui participait à l'organisation d'une manifestation pacifique contre la corruption le 14 février, a été arrêté et détenu dans un lieu inconnu pendant cinq jours. Oday Alzaidy affirme y avoir été torturé à l'électricité.

Amnesty International demande instamment aux autorités kurdes et irakiennes de veiller à ce qu'une force excessive ne soit pas utilisée contre les manifestants et, compte tenu des dernières informations faisant état de violences contre les détenus, de prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la politique de recours systématique à la torture en vigueur depuis si longtemps en Irak.

Depuis la première manifestation à Bagdad le 14 février, le mouvement de protestation s'est étendu en Irak, la population réclamant la fin de la corruption et une amélioration des services publics, notamment l'approvisionnement en eau et en électricité ainsi que d'autres services de base.

Le 16 février, trois personnes auraient été tuées et des dizaines d'autres blessées lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants dans la ville de Kut, dans le gouvernorat de Wassit. Les manifestants étaient descendus dans les rues pour réclamer la fin de la corruption et de meilleurs services publics.

Le 23 février, les forces de sécurité ont effectué une opération commando dans les bureaux de l'Observatoire des libertés journalistiques, une organisation non gouvernementale (ONG) dont le siège est à Bagdad, après l'appel lancé par cette organisation à manifester le 25 février en faveur de la « liberté de parole et de la liberté des médias ».

Dans la région du Kurdistan, dans le nord du pays, où trois provinces semi autonomes sont gouvernées par une coalition des deux principaux partis kurdes, un garçon de 15 ans figure parmi les trois personnes tuées par la milice armée de l'un de ces partis, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Sulaymaniyah. Là encore, les manifestants réclamaient la fin de la corruption, qui serait omniprésente au Kurdistan irakien.

Les médias ont également été la cible d'attaques – le siège d'une station de radio et télévision nouvellement créée a été incendié – et de nouvelles manifestations ont eu lieu à Sulaymaniyah le 23 février. Elles se sont déroulées dans le calme malgré une forte présence des forces de sécurité ; les membres d'ONG locales regroupés en un collectif nommé le Groupe blanc se sont interposés entre l'armée

et les manifestants et ont offert des fleurs aux soldats.